

senté une politique nationale d'expansion de l'industrie de l'électronique, dans le cadre de laquelle on utilisera \$50 millions pour aider les entreprises à réaliser des projets d'envergure et pour stimuler le développement de la microélectronique au Canada. Une somme additionnelle de \$20 millions sera consacrée au soutien de l'industrie des communications par satellite. Dans le cadre de cette politique, le gouvernement utilisera son pouvoir d'achat pour améliorer le rendement de l'industrie de l'électronique au Canada. Les fonds ainsi alloués entrent dans le cadre des mesures fiscales annoncées par le premier ministre en août dernier.

"Le monde vit actuellement une 'révolution de l'information' dont les répercussions sur les Canadiens et sur l'industrie de l'électronique au Canada sont énormes, a déclaré M. Andras. Les progrès de la technologie de l'électronique sont très profitables parce qu'ils accroissent la productivité de l'ensemble de l'industrie et parce qu'ils mettent un grand nombre de nouveaux produits à la portée des entreprises et des consommateurs canadiens. Les mesures que nous avons exposées aujourd'hui aideront ce secteur canadien, d'une importance vitale, à poursuivre son développement malgré la concurrence internationale de plus en plus dure que connaît ce domaine où la technologie change rapidement et où les entreprises sont souvent directement subventionnées par l'État."

Au cours des trois prochaines années, les entreprises de l'électronique recevront une aide de \$50 millions qui seront consacrés, d'une part, à l'élargissement du programme d'expansion des entreprises (EDP) du ministère de l'Industrie et du Commerce, afin d'aider les entreprises de l'électronique à réaliser des projets de grande envergure destinés à accroître la production ainsi que la recherche et le développement. En fait, il s'agira plus précisément de projets qui ne pourraient pas, autrement, être entrepris au Canada.

D'autre part, on encouragera l'utilisation et la production de produits microélectroniques (circuits intégrés) au Canada. Ces circuits intégrés sont de minuscules parcelles de silicone dont les fonctions étaient autrefois accomplies par des installations électriques occupant parfois une pièce entière. La microélectronique est la clé technologique qui permettra de soutenir la concurrence des industries électroniques dans le monde. La production des entreprises de l'électronique de-

vient aussi essentielle aux progrès de la productivité de l'ensemble de l'industrie.

Promouvoir la télécommunication par satellite

Le deuxième volet de cette politique consiste à promouvoir les compétences canadiennes dans le secteur de pointe, en pleine expansion, de la télécommunication par satellite. Par le passé, le Canada devait acheter les satellites dont il avait besoin d'entreprises étrangères; celles-ci ne confiaient qu'une partie du travail, en sous-trait, à des sociétés canadiennes. Telesat Canada, organisme national de télécommunication par satellite, se prépare à acquérir deux nouveaux satellites. Le premier, baptisé *Anik-D*, sera mis en orbite au début de 1982 pour remplacer *Anik-A-3*, satellite qui arrivera alors au terme de sa vie utile.

M. Andras a annoncé que le cabinet fédéral avait décidé d'offrir à Telesat Canada près de \$20 millions, pris à même le budget du Conseil du développement économique, pour soutenir l'offre de construction des deux satellites par Spar Aerospace Limited de Toronto. Ce montant couvrira les frais que Spar engagera pour accroître sa capacité de production. Sous réserve des détails à régler par Telesat et Spar dans le contrat de \$60 à \$80 millions qu'ils doivent conclure, cette mesure créera environ 300 emplois chez Spar.

Nouveaux gouverneurs du CRDI

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson, a annoncé le 5 avril trois nouvelles nominations au Conseil des gouverneurs du Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Les nouveaux gouverneurs sont Mme Gelia T. Castillo, Los Baños (Philippines), M. Carl-Göran Hedén, Stockholm (Suède) et M. Manuel Ulloa, Lima (Pérou). Le mandat de M. Pierre Bauchet, Paris (France), a été renouvelé.

Le Centre de recherches pour le développement international est une société publique créée en 1970 par une loi du Parlement canadien pour aider à développer les capacités de recherche scientifique des pays en voie de développement. Le Centre appuie particulièrement les projets de recherche visant à l'adaptation de la science et de la technologie aux besoins des pays en développement.

Séminaires sur les problèmes d'apprentissage

Une série de 36 séminaires sur les problèmes des enfants ayant des troubles d'apprentissage auront lieu au Québec et en Ontario, au cours de 1980. Ces séminaires s'adressent aux éducateurs et enseignants, dans le cadre des activités marquant le centième anniversaire de la fondation de la compagnie de téléphone, Bell Canada.

La Compagnie, qui a reçu sa charte en 1880, commandite ces séminaires organisés par l'Association canadienne pour les enfants ayant des troubles d'apprentissage (ACETA).

M. John E. Skinner, vice-président (Administration) pour la région de l'Ontario de Bell Canada, a annoncé la mise sur pied de ce programme au cours d'un congrès sur les troubles d'apprentissage organisé, en février à Toronto, par l'ACETA et l'Ontario Institute for Studies in Education.

Ces conférences sont organisées en vue de guider les enseignants appelés à diagnostiquer les troubles d'apprentissage et de les informer sur les moyens d'aider dans leur vie scolaire les enfants qui en sont atteints (soit 10 p.c. des écoliers, estime-t-on).

Douze spécialistes éminents dans le domaine des troubles d'apprentissage animeront les séminaires. Ils participeront en outre à des rencontres en soirée avec les parents et avec le grand public.

En plus des séminaires eux-mêmes, le programme vise à apporter des résultats de longue durée. On pourra se procurer après 1980 les bandes vidéo des exposés des 12 spécialistes et un livre publié par l'ACETA.

L'organisation du programme est assurée par M. Polak, directeur de projet et consultant à l'ACETA.

Le 1er février a marqué la première liaison, par entrée directe, des données entre un centre satellite, le centre fiscal de Winnipeg, et le calculateur central d'Ottawa. La liaison couvre une distance d'environ 2 240 km. Le centre fiscal de Winnipeg compte 105 terminaux à entrée directe des données dans sa section de Conversion des données et 40 autres terminaux pour effectuer les corrections d'erreurs en ligne dans la section de l'Inspection des erreurs.